
LES JEUNES FACE A LA TENTATION DE LA « RADICALISATION » QUE FAIRE ?



Janvier 2018

Présentation de Vers Le Haut

Lancé en 2015 avec l'ambition de nourrir le débat public, les décideurs et les acteurs de l'éducation, VERS LE HAUT est un think tank hors du champ partisan, dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation.

VERS LE HAUT associe à sa réflexion des acteurs de terrain, des jeunes et des familles, des experts et des personnalités de la société civile tout en appuyant son travail sur des études et des recherches scientifiques.

VERS LE HAUT diffuse des propositions concrètes afin d'élaborer un projet éducatif adapté aux défis du XXI^e siècle et mobilisant l'ensemble du corps social.



Un regard sur ce qui marche

Créé à l'initiative de plusieurs acteurs engagés en faveur de la jeunesse, VERS LE HAUT s'attache particulièrement à valoriser les expériences de terrain réussies en France, comme à l'étranger.

VERS LE HAUT travaille de manière indépendante, dans un esprit de coopération et d'ouverture.

Les partenaires de Vers Le Haut

Déjà publiés

- Soyons à la hauteur des espérances de la jeunesse – Novembre 2015
- Vivre, grandir, construire ensemble - Janvier 2016
- Pas d'éducateur, pas d'éducation ! - Mai 2016
- Éducation : quel « retour sur investissement » ? - Juin 2016
- École : de l'entre-soi à l'entre-nous – Septembre 2016
- Mobilisation générale pour l'éducation ! – Novembre 2016
- 16 enseignements à retenir sur l'état de la jeunesse à la veille de la présidentielle – Novembre 2016
- École : de la sélection par l'échec au développement des talents de chacun – Février 2017
- Les 6 chantiers éducatifs du quinquennat – Mai 2017
- Bac : quels enjeux derrière la réforme ? – Juin 2017
- Soutenir les familles, le meilleur investissement social - Juin 2017
- A l'école de la confiance, quelle place pour les parents ? - Août 2017
- Accueil, besoins & espoirs des Mineurs Non Accompagnés - Septembre 2017
- Après le tweet du MEDEF, quelle responsabilité éducative pour les entreprises ? - Septembre 2017
- Tous éducateurs ! Et vous ? Pour une société éducatrice, Bayard Editions - Octobre 2017
- Égalité femmes / hommes : pour une éducation à la relation – décembre 2017

Sommaire

Préambule	5
Introduction	7
Axe 1 : Développer la capacité de résistance intérieure	11
Développer l'intériorité et le silence dans notre système éducatif.....	14
S'appuyer sur la lecture pour ouvrir le dialogue et la réflexion avec les enfants	16
Favoriser l'esprit critique et la capacité de discernement	17
Axe 2 : Sortir de l'ignorance et partager une culture commune	21
Inscrire nos vies dans une histoire : <i>des racines et des ailes</i>	23
Développer l'enseignement de la laïcité et du fait religieux	27
Axe 3 : Vivre l'amitié au-delà des différences	31
Encourager le parrainage de jeunes de quartiers populaires par des salariés	33
Faire connaître le parrainage de proximité	35
Vivre le partage entre familles et entre pères	36
Favoriser le dialogue et la coexistence active des jeunes	39
Apprendre à gérer les conflits	41
Axe 4 : Servir ensemble, la pédagogie du contre-pied	43
Vers un service national universel.....	45
Proposer l'éducation populaire à tout le monde, l'exemple du scoutisme en quartiers	51
Ouvrir des actions de solidarité internationale	53
Conclusion	55

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

Préambule

Les récentes attaques terroristes témoignent d'un cruel échec : comment des jeunes, nés et éduqués en France, peuvent haïr leur pays et ses valeurs, au point de commettre de telles atrocités ? Pourquoi cette éducation qu'ils sont censés avoir reçue n'a pas permis de faire obstacle à l'embrigadement djihadiste ?

Outre cette petite minorité qui passe à l'acte, des milliers de jeunes se font entrainer dans l'idéologie de mouvements extrémistes ou, à une toute autre échelle, cautionnent des comportements de haine et de rejet.

Face à la tentation de « radicalisation » de certains jeunes, que faire ?

Ce rapport rassemble des extraits et des propositions issus de publications précédentes de Vers Le Haut :

- *Vivre, grandir, construire ensemble*, rapport publié en janvier 2016
- *Soutenir les familles, le meilleur investissement social*, rapport publié en juin 2017
- *Tous éducateurs. Et vous ?*, essai de Marc Vannesson publié en octobre 2017 chez Bayard Editions
- Une note adressée en octobre 2017 au gouvernement, *Vers un service national universel*

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

Introduction

Après les attentats, des responsables politiques de tous bords, et même les plus hautes autorités de l'Etat ont affirmé que nous étions en « guerre ». Le terme est sans doute contestable lorsque l'on pense à la situation des populations qui vivent sous la menace permanente des bombardements, des privations, de l'exil. La barbarie qui a frappé à Paris, à Nice, à Saint-Étienne du-Rouvray... et qui continue à guetter des proies sur notre territoire est d'une nature différente.

Mais puisque le mot s'est imposé, gardons-le et posons-nous cette question : utilisons-nous les bonnes armes pour gagner cette *guerre* ?

Sans nous prononcer sur la légitimité de ce vocabulaire, nous voudrions insister sur un point. A l'extérieur de notre territoire, les armes à employer sont peut-être des armes de guerre. Mais à l'intérieur de nos frontières, s'il y a « une guerre » à mener, c'est *in fine* une guerre contre l'ignorance et le « choc des incultures », et elle se gagnera d'abord avec des armes éducatives.

Face aux tiraillements de plus en plus forts au sein de notre société, la meilleure réponse est éducative. Oui, nous avons la conviction que c'est un immense effort de « réarmement éducatif » que la Nation doit déployer en faveur de la jeunesse.

Le profil des djihadistes français impliqués dans les attentats commis sur le sol français est la triste illustration de notre échec éducatif. Certes, ils sont nourris de quelques références coraniques mais nous ne sommes pas face à des érudits, à des fins connaisseurs d'une civilisation, qui rejetteraient l'Occident avec une pensée construite et argumentée. Nous sommes généralement face à des jeunes sans repères fiables, marqués par l'immigration de leur famille, avec une faible maîtrise de la langue et des fondements culturels de notre nation, malgré un passage de plusieurs années sur les bancs des écoles de la République. Même ceux qui ont suivi des études sont souvent « déracinés ». On dit qu'ils sont « radicalisés » — ce qui évoque un retour à la racine, mais en réalité, ces jeunes sont surtout privés de racines. Ou les racines qu'ils invoquent sont souvent fantasmées.

Les idéologues djihadistes se tournent avec cynisme vers des jeunes sans racines et sans espoir. Et ils leur proposent ce qui leur manque : une histoire, une famille, une communauté, une culture, une idéologie, des repères, des exemples à suivre, un rêve à poursuivre, la possibilité d'être reconnus... Tout cela est frelaté, mais en quelques mois ou semaines de propagande, nous nous retrouvons face à des jeunes qui tuent et meurent dans la haine.

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

Par l'éducation, nous avons tout à faire pour que les propos des fanatiques qui diffusent des messages de haine ne reçoivent plus en retour des réponses de complaisance ou d'approbation de la part de jeunes Français.

On ne combat pas le mal avec du vide. On a voulu affranchir les jeunes de tout dogme, de toute idéologie, et finalement, on ne leur a rien donné à la place pour s'élever. Les jeunes ont une soif d'idéal et d'aventure que le matérialisme et le relativisme n'étancheront jamais. Les logos et les slogans de nos marques commerciales ne répondront pas non plus à leur recherche d'identité et à leur désir d'appartenir à une communauté. Tant que l'éducation ne tiendra pas compte de cette quête et de ces questionnements, nous laisserons les cœurs et les esprits fragiles à la merci d'idéologies trompeuses, qui fracturent la société française.

Transmettre et favoriser la connaissance d'une culture partagée est une condition d'unité dans une société de plus en plus hétérogène. Jacques Julliard pose le constat de façon très tranchée dans une tribune rédigée pour le magazine Marianne à la suite des attentats de Bruxelles en mars 2016 : *« Seule l'insistance depuis l'école sur le développement de valeurs communes peut permettre à une société de faire face au danger qui nous menace. Intégration ou guerre civile, telle est, à terme, l'alternative à laquelle nous sommes confrontés. »*¹

La question se pose notamment face à une identité fantasmée qui se présente dans certains quartiers comme une substitution : la religion, et en l'occurrence l'islam. L'éducation ne peut plus faire abstraction de cette question religieuse, qui redevient une préoccupation, même si de plus en plus de Français s'affirment « sans religion ». Le développement de l'islam, particulièrement dans les banlieues de nos grands pôles urbains, fait évoluer un « paysage religieux et culturel français » qui était certes divers mais marqué par une forte imprégnation du christianisme.

Les plus âgés ont du mal à prendre en compte cette nouvelle réalité : dans leur jeunesse, la religion était un « non-sujet ». Au nom d'une certaine conception maximaliste de la laïcité, on renvoyait le religieux à la sphère intime. On n'en parlait pas. Surtout à l'école. Aujourd'hui, la religion est devenue un sujet de cours de récréation, le plus souvent sur un mode identitaire et conflictuel. Les jeunes disent désormais que parmi ceux qui les entourent, la question religieuse est davantage source de conflits que l'origine ethnique.

Selon le résultat du baromètre Jeunesse&Confiance 2015 (enquête Vers Le Haut/OpinionWay), près d'un jeune sur deux entre 16/25 ans considère que, dans son entourage, les relations sont mauvaises entre personnes de religions différentes. Ils ne sont que 38% à trouver les relations mauvaises entre personnes d'origines différentes, 20% s'agissant des personnes de générations différentes, et seulement 10% lorsqu'on les

¹ *Nous ne nous aimons plus*, Jacques Julliard, Marianne, 26 mars 2016

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

interroge sur les personnes de sexes différents. Et plus les personnes interrogées sont jeunes, plus ces relations entre personnes de confessions différentes sont jugées mauvaises (de 51% pour les moins de 20 ans, à 40% pour les 23/25 ans).

C'est d'autant plus vrai que certains comportements en augmentation, concernant des tenues vestimentaires, des pratiques alimentaires..., marquent des différences visibles dans l'espace social. Qu'elles soient liées à certaines interprétations de l'islam, à des revendications identitaires de populations « déracinées » à la recherche de repères, ou bien, pour une minorité agissante, à une volonté idéologique affirmée, ces évolutions ont été mises en exergue par Gilles Kepel, dans *Les banlieues de la République*, publié en 2012, un quart de siècle après son autre étude : *Les banlieues de l'islam*.

Une publication de l'Institut Montaigne, à partir d'une enquête d'opinion menée par l'Ifop, confirme ce nouveau rapport à la religion et pointe du doigt une dérive à l'œuvre chez une partie des jeunes musulmans. Dans son rapport « *Un islam français est possible* », Hakim El Karoui évoque « *une bataille politique et idéologique.* » « *Cette bataille est à l'œuvre dans [un groupe] qui regroupe environ 25 % des musulmans de France avec, parmi eux, beaucoup de jeunes, peu qualifiés et peu insérés dans l'emploi qui vivent dans les quartiers populaires périphériques des grandes agglomérations à forte densité d'immigrés. Ce groupe ne se définit plus par son conservatisme, mais par l'utilisation qu'il fait de l'islam afin de mener une véritable rébellion idéologique vis-à-vis du reste de la société française, tant ses valeurs et ses comportements sont opposés à la norme et aux habitus communs.* »²

C'est l'ignorance qui engendre le repli sur soi et la peur de l'autre. Ce sont la pauvreté culturelle, l'incapacité à penser par soi-même et à dialoguer sereinement qui facilitent la manipulation et le passage à la violence. Quand la France n'offre pas un cadre culturel à ses enfants, ils sont tentés d'en chercher un ou d'en reconstruire un ailleurs. Sans tomber dans un nationalisme étroit et en respectant les histoires familiales, il est vital de donner aux jeunes générations des raisons d'aimer la France et d'y participer pleinement.

Ce « réarmement éducatif » ne passera pas seulement par la transmission de savoirs, aussi vitale soit-elle, car les connaissances ne garantissent pas, à elles seules, la paix et la concorde. L'Histoire montre hélas que la violence et la haine sont aussi le fait de personnes formées et cultivées. Il faut aussi que l'éducation fasse aussi grandir des liens d'amitié, « *principal fondement de la société* » selon Aristote. Pour cela, elle doit proposer des occasions de rencontres et d'actions partagées, au-delà des frontières qui fracturent notre société.

² *Un islam français est possible*, Institut Montaigne, septembre 2016

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

De toute urgence, nous devons tous nous mobiliser pour offrir à notre jeunesse les armes intellectuelles, culturelles, spirituelles et relationnelles qui lui permettront de contrer la barbarie :

- **La maîtrise du langage**, premier rempart contre la violence et l'ignorance, moyen privilégié d'accéder à la liberté et d'entrer en relation ;
- **Une culture partagée pour répondre au besoin d'enracinement**, « *peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine* », selon les mots de la philosophe Simone Weil ;
- **L'amour de la vérité, un goût de l'intériorité et une colonne vertébrale**, qui permettent de résister à la pulsion de l'instant, à l'entraînement du groupe, au complotisme ;
- **Des compétences, du courage et de la créativité** pour contribuer à la construction de l'avenir, en faisant valoir ses talents à travers un métier utile et reconnu dans la société ;
- **Une capacité à la relation**, qui permet de s'inscrire dans une communauté, nourrie par des liens d'amitié ;
- **Des expériences positives, des sources d'imagination, une ouverture sur la beauté du monde** qui sont autant de ressources pour faire face aux épreuves de la vie.

À travers l'éducation, il s'agit de transmettre et de construire les fondements et l'âme d'un projet commun, cadre au sein duquel peuvent s'exprimer les élans d'unité et les mouvements de diversité. Pour répondre à ces enjeux, nous proposons 4 axes de travail, inspirés d'expériences concrètes. A travers ces propositions, nous avons la conviction que l'éducation peut donner à tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, l'envie et les moyens de participer à l'aventure française en faisant grandir leurs talents.

AXE 1

DEVELOPPER LA CAPACITE DE RESISTANCE INTERIEURE



Ce n'est pas seulement la société qui est fragmentée : chacun de nous l'est également. Nous peinons à trouver notre unité intérieure. Nous sommes en permanence soumis à des injonctions contradictoires, entre nos propres limites et l'économie qui nous promet une croissance illimitée. Entre notre recherche de cohérence et notre envie de « nous éclater ». Entre notre quête de l'essentiel et notre attirance pour les divertissements. Entre notre aspiration à la simplicité et nos désirs dopés par les appels de la société de consommation. Entre notre soif de silence et de déconnexion et les « notifications » incessantes du monde extérieur. C'est particulièrement vrai pour les plus jeunes, sans cesse sollicités par le numérique.

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Georges Bernanos avait eu ce trait prophétique : « *On ne comprend rien à la civilisation moderne si l'on n'admet pas d'abord qu'elle est une conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure.* »³. A l'époque, la conspiration était pourtant artisanale : la multiplication des écrans, l'omniprésence du bruit dans nos vies, l'exhibitionisme/voyeurisme des réseaux sociaux ont rendu vraiment héroïque la construction de ce qu'Antoine de Saint-Exupéry appelait « la patrie intérieure ».

Là encore, notre système éducatif n'est pas responsable de cette situation. Mais quelle réponse apporte-t-il ? Aide-t-il à construire l'unité intérieure indispensable à notre liberté, ou bien accentue-t-il notre propension à la dispersion ? Est-il une force centripète ou centrifuge ?

Les professionnels de l'enfance notent une difficulté croissante à capter l'attention de jeunes. « Tenir sa classe » est un défi de chaque instant pour des milliers d'enseignants. On parle de plus en plus de l'hyperactivité d'enfants qui ne tiennent plus en place, zappent, papillonnent. Face à cela, certains proposent de faire de la lutte contre l'ennui un des combats prioritaires de l'école. C'est la grisaille et la monotonie scolaires qui seraient la cause de ces troubles.

Il est vrai que, sans enthousiasme, il est difficile de transmettre quoi que ce soit. Et l'ennui, même s'il est souvent le point de départ de l'imagination, peut également devenir le signe précurseur d'un décrochage scolaire aux conséquences catastrophiques.

La difficulté est alors de lutter contre l'ennui avec intelligence. La tentation est grande de se lancer dans une surenchère permanente : puisque les élèves n'arrivent pas à se concentrer, il faudrait raccourcir toujours plus les séquences d'enseignement, passer toujours plus rapidement d'une activité à une autre, recourir à des outils numériques qui captent plus facilement leurs attentions, privilégier l'action par rapport à l'écoute, préférer la recherche d'un plaisir immédiat à l'effort...

³ *La France contre les robots*, Georges Bernanos, 1947

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

Cette approche peut être un point de départ nécessaire pour regagner l'attention de jeunes en difficulté, avant de reconstruire une relation plus sereine. En revanche, il ne faudrait pas que l'éducation contribue à la dispersion généralisée et abandonne l'objectif de faire grandir chez les jeunes une capacité de concentration. Comment apprendre aux jeunes à poser des choix libres sans céder aux moindres stimuli extérieurs ?

Dans cette perspective, nous développerons particulièrement 3 pistes de travail :

- **Le développement de temps dédiés à l'intériorité et au silence dans le système éducatif**
- **La lecture, comme levier pour ouvrir le dialogue avec les enfants**
- **Le développement de l'esprit critique et de la capacité de discernement des enfants et des jeunes**

Développer l'intériorité et le silence dans notre système éducatif

Certains enseignants témoignent des bienfaits qu'apportent dans leur classe de courtes séances de yoga, de méditation, ou simplement des exercices de respiration en début de journée. Aux Pays-Bas ou au Canada, ces pratiques sont courantes et, depuis la Toussaint 2016, une enseignante du collège Charles de Gaulle de Jeumont, dans le Nord de la France, a même proposé des moments de méditation pour les élèves retenus en heures de colle.

Parfois, il s'agit juste de proposer des temps d' « arrêt sur image » où l'on invite les jeunes – en famille, à l'école, dans les mouvements d'éducation populaire... - à refaire le point sur les moments marquants des semaines écoulées, à prendre le temps d'identifier ce qu'ils ressentent avant de l'exprimer.

Se pose alors une question cruciale pour les éducateurs de notre temps : la place du silence dans l'éducation. Le bruit est pour beaucoup une fuite en avant, un moyen d'éviter la confrontation avec leurs inquiétudes, leurs peurs, leurs questionnements. Comment faire goûter à des jeunes sans cesse sollicités par des stimuli extérieurs les vertus du silence ? Aux adultes de les inviter à expérimenter régulièrement le silence dans leur famille, à l'école et dans leurs activités quotidiennes.

Si nous ne développons pas notre capacité à construire l'unité intérieure dans nos vies, nous serons incapables de construire ensemble l'unité dans la société.

L'exemple inspirant

Faire goûter le silence et faire grandir l'unité intérieure, c'est ce que propose avec succès l'association Seuil à des jeunes à la dérive.

Le fondateur, Bernard Ollivier, a eu l'idée un peu folle de proposer à des mineurs de 14 à 18 ans, délinquants ou proches de la rupture, de vivre une expérience hors du commun : tout quitter pendant trois mois, sans téléphone portable ni musique, pour marcher 1 800 kilomètres en Espagne, sur les chemins de Saint-Jacques de Compostelle. Chaque jeune marcheur est accompagné d'un adulte qui fait toute la route avec lui, jour et nuit, à ses côtés.

Sur le trajet, une heure par jour au minimum, le jeune est invité à marcher seul. Loin de son environnement habituel, coupé des siens et de ses mauvaises habitudes, il est confronté à lui-même, aux limites de son corps, à la grandeur de la nature. Chemin faisant, il peut s'ouvrir à l'adulte qui l'accompagne, aux marcheurs du monde entier qui font route vers Saint-Jacques, aux surprises de l'aventure.

70% des jeunes vont jusqu'au bout du chemin et, sur les routes, ils ont pris le temps de mûrir pour un nouveau départ : reprise d'une formation, retour à l'école, recherche d'emploi... Alors que la prison empêche rarement la récidive des mineurs, pour beaucoup de jeunes, cette expérience est le début d'une renaissance. La marche entraîne un déplacement intérieur.

S'appuyer sur la lecture pour ouvrir le dialogue et la réflexion avec les enfants

Les supports de la presse jeunesse sont des vecteurs importants pour toucher les jeunes et leur faire découvrir le monde qui les entoure. Ils offrent aux parents, aux enseignants, aux éducateurs des outils précieux pour aborder des sujets délicats avec les enfants et les jeunes et pour ouvrir le dialogue avec eux.

Par leur réactivité, ils sont parfois les premiers à pouvoir offrir aux familles et aux professionnels de l'éducation des ressources pour traiter des sujets d'actualité qui troublent les enfants.

... Quelques idées à partager...

Pour les parents et les enseignants

- **Aborder les thématiques sensibles du vivre-ensemble, de la laïcité, des attentats, de la violence... en s'appuyant sur des supports de presse jeunesse ou sur des lectures.**

L'exemple inspirant

Les rédactions des publications Bayard Jeunesse consacrées à la lecture et Bayard Editions proposent une sélection de textes pour les enfants et les adolescents (6-15 ans) qui peuvent être utiles pour les parents, les enseignants et les éducateurs.

Favoriser l'esprit critique et la capacité de discernement



Face à la mystification, à l'imposture, à la folie meurtrière et à la « mauvaise foi », seule la force de la raison nous offre une chance de victoire. Si nos enfants tombent si facilement dans les pièges grossiers qui leur sont tendus, c'est parce qu'ils sont vulnérables et crédules. Et s'ils le sont, c'est tout simplement parce que l'école de la République que l'on a tant négligée et les familles que l'on a tant bousculées, ont oublié que leurs missions conjointes étaient de faire de ce pays des résistants intellectuels. Et c'est ainsi qu'ils sont devenus de plus en plus faibles d'esprit face aux mensonges imbéciles et aux personnes vénéreuses »⁴, développe le linguiste Alain Bentolila.

La condition sine qua non pour permettre aux jeunes de développer cette capacité de discernement et de résistance intellectuelle, c'est d'abord l'apprentissage des fondamentaux du langage et de la logique. Celui qui peine à comprendre un texte simple, à formuler un raisonnement construit, est à la merci de ceux qui maîtrisent le langage et font preuve d'un charisme fort.

Au-delà de ces indispensables fondamentaux, l'école peut contribuer à développer l'esprit critique de ses élèves à travers la découverte des humanités, de la philosophie, à travers l'analyse des informations diffusées par les médias et sur internet, ou encore des images auxquelles les jeunes générations sont soumises quotidiennement.

Selon le baromètre Kantar pour le journal La Croix *La confiance des français dans les médias*, publié le 23 janvier 2018, près de 9 français sur 10 jugent important « d'apprendre aux élèves à rechercher sur internet des informations vérifiées et à repérer les fausses informations », et 7 français sur 10 jugent qu'il appartient à l'Education nationale de former tous les élèves aux médias.

⁴ *L'école contre la barbarie*, Alain Bentolila, First Editions, 2017, cité in *Prévenir la radicalisation*, Jean-Marie Petitclerc, Salvator, 2017

L'exemple inspirant

Les livres de la collection *Les Petits Platons* sont des livres de philosophie « pour commencer à philosopher dès 4 ans ». Une trentaine de titres ont été publiés. Chaque titre présente la vie et l'œuvre d'un auteur de philosophie et invite les enfants à la réflexion et au questionnement. « Le pari est de raconter Socrate, Descartes, Kant... mais aussi Marx ou Lao-Tseu à partir de fictions qui traversent leurs œuvres. »

L'exemple inspirant

La philosophie, une discipline réservée aux élèves de Terminale ? Ce n'est pas le pari qu'a fait *Pomme d'Api*, magazine édité par Bayard pour les enfants de 3 à 7 ans, en proposant des outils pédagogiques aux enseignants de maternelle pour instaurer des ateliers « philo » dans les classes.

Une enseignante adepte de ces méthodes témoigne : « *Les élèves les plus en difficulté sont des enfants qui investissent pleinement cette activité par le corps ou la parole. Comme il n'y a ni jugement, ni notion d'échec, ils n'ont pas peur de l'évaluation, ni du regard des autres. On fait attention à ce qu'ils disent de manière individuelle, et il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. Au cours de ces ateliers, les enfants s'autorégulent, apprennent le respect de l'autre. (...) Les structures syntaxiques se compliquent pour arriver à se faire comprendre, les mots se précisent.* »

L'exemple inspirant

Quels sont les mécanismes à l'œuvre dans les vidéos conspirationnistes ?

Les élèves de 2nde Gestion Administration du lycée Madeleine Vionnet de Bondy ont répondu à cette question à travers un travail de décryptage de vidéos conspirationnistes trouvées sur internet. Après avoir identifié leurs mécanismes récurrents, les élèves ont écrit le scénario d'une vidéo qui vise à semer le doute sur l'origine des chats.

Le but de cette démarche : transmettre aux élèves les outils de vérification des données, et ainsi éclairer leurs usages numériques.

La vidéo présentée est composée de deux parties : une première qui restitue le film réalisé pendant l'atelier et qui vise à semer le doute sur l'origine des chats ; et une deuxième qui met en lumière les 10 techniques utilisées pour que ce doute s'installe chez celui qui regarde.

Ce film a été réalisé dans le cadre du programme « Mon Œil ! ».

En lien avec l'équipe enseignante et sur le temps scolaire, quatre ateliers de découverte et de réflexion permettent aux lycéens d'interroger les enjeux de création, diffusion, réception des images fixes et en mouvement autour d'une thématique, « Repenser l'histoire ». Dernier temps du programme, l'atelier de recherche et de création propose aux jeunes de participer collectivement à la conception et réalisation d'un projet avec un artiste invité.

« Mon Œil ! » est un des programmes pilotes menés par la Fabrique du Regard – plateforme pédagogique du BAL, lieu parisien d'exposition dédié aux enjeux de la représentation du monde par l'image.

... Quelques idées à partager...

Pour les enseignants et éducateurs d'enfants

- **Proposer des ateliers « philo »** dans les classes, dans les centres aérés, dans les centres sociaux... grâce au déploiement d'outils dédiés aux enseignants et éducateurs.

Pour les enseignants du secondaire

- **Proposer des ateliers sur l'analyse et la déconstruction des images et des théories du complot.**

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

AXE 2

SORTIR DE L'IGNORANCE ET PARTAGER UNE CULTURE COMMUNE



La dégradation des résultats de notre système éducatif, qui laisse chaque année des milliers de jeunes sur le bord du chemin sans maîtrise des savoirs fondamentaux et d'un socle commun, est un signal d'alarme inquiétant.

Les difficultés de maîtrise de la langue (lire, écrire) justifient que l'on consacre tout le temps nécessaire, dès le plus jeune âge et sans se disperser, à la maîtrise du vocabulaire, de la lecture, de l'écriture.

- Quand on n'a pas de mots, on passe plus facilement aux poings ;
- Quand on ne sait pas qui l'on est et d'où l'on vient, on ne sait pas où aller ;
- Quand on ne connaît pas l'autre, on a peur de lui ;
- Quand on ne partage aucune culture commune, on laisse le champ libre aux concurrences identitaires.

Dans cette perspective, outre les efforts de lutte indispensables contre le décrochage scolaire et contre l'illettrisme, nous pensons qu'il faut agir particulièrement sur deux volets :

- **Par une prise en compte de la personne dans sa globalité, afin d'aider les jeunes à s'inscrire dans une histoire, avec des racines et des ailes ;**
- **Par un enseignement de la laïcité et du fait religieux dès le primaire.**

Inscrire nos vies dans une histoire : *des racines et des ailes*

Offrir à chacun les bases d'une identité sereine est une condition indispensable afin qu'il puisse s'épanouir, s'ouvrir à l'autre et tisser des liens d'amitié dans la société. L'éducation doit permettre à chacun d'inscrire sa vie dans une histoire et d'articuler ainsi identités personnelle et collective.

L'histoire, comme discipline scientifique, n'a pas pour but de construire du commun. Mais l'enseignement de l'histoire et la transmission de la mémoire peuvent y contribuer fortement. Ou bien au contraire, peuvent accentuer les divisions et les ressentiments.

Comment reprocher à des jeunes de haïr la France, ses valeurs et sa culture, si on ne leur a pas donné la chance de les connaître et de les aimer, pas seulement comme des concepts vagues, mais comme des réalités vécues ?

Comment reprocher à des jeunes de ne pas se sentir Français si on n'a pas pris la peine et le temps de leur faire connaître leur pays, ses racines, ses développements, ses enrichissements progressifs ?

#1 : Construire une approche plus charnelle et moins abstraite de l'Histoire

On peut regretter une approche souvent trop conceptuelle de l'Histoire, mais aussi de la littérature et de la culture, dans le domaine scolaire. L'École n'est pas l'Université ! La culture est aussi une expérience vécue, et qui transforme intérieurement. Sans tourner le dos au raisonnement, il faut aussi laisser une place à l'émotion, à la beauté, aux sens, à l'émerveillement...

A l'école primaire, l'importance donnée aux récits, à la chronologie, permet aux plus jeunes de s'inscrire dans une histoire, davantage que l'aridité des approches thématiques souvent très abstraites. Autant ces approches transversales sont stimulantes pour des étudiants plus âgés qui sont capables de mettre en perspective des époques différentes, autant on peut

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

s'interroger sur leur intérêt pour des enfants de primaire qui ne sont pas encore capables de situer dans le temps les événements de notre histoire.

Pour susciter l'intérêt, beaucoup d'enseignants ont recours aux œuvres d'art ou aux sorties scolaires, par exemple, pour offrir à des jeunes la possibilité de découvrir au théâtre le patrimoine culturel ou de découvrir sur place un lieu chargé d'histoire.

Mais, en dépit des efforts des institutions culturelles ou des rectorats pour faciliter ces démarches, cette approche se heurte à plusieurs obstacles :

- Des manuels nationaux qui ne valorisent pas le patrimoine local, propre à chaque région ;
- Des difficultés d'organisation logistique, financière, administrative... qui font reposer sur les épaules du chef d'établissement, et surtout de l'enseignant, une charge de travail supplémentaire très importante.

Organiser une sortie représente un tel effort pour l'équipe éducative que cela peut décourager les enseignants, même les plus motivés.



... Quelques idées à partager...

Pour le ministère de l'Éducation nationale, les rectorats et les établissements scolaires

- **Proposer des sorties « clés en main » aux enseignants, afin de faciliter l'organisation de visites scolaires dans des lieux de mémoire.**

Dans le cadre de la généralisation du service civique et/ou en s'appuyant sur la réserve citoyenne, créer dans chaque établissement scolaire une mission d'organisation de sorties scolaires confiée à un jeune volontaire ou à un réserviste. Ce dernier serait chargé de tout gérer, clés en main (autorisations parentales, logistique...), en lien avec l'enseignant, et de proposer aux équipes éducatives un « catalogue » de sorties élaboré avec le concours des institutions culturelles, touristiques et historiques de la région.

Pour les éditeurs de supports pédagogiques

- **Proposer – en supplément des manuels scolaires nationaux – un complément décliné par rectorat, non pas pour faire des manuels d'histoire régionale, mais pour**

valoriser, lorsque cela est possible, des illustrations locales des programmes nationaux.

- **Développer les supports pédagogiques numériques en Histoire, permettant de mieux faire comprendre aux élèves l'époque étudiée (recours à la réalité augmentée).**

#2 : Mieux articuler la mémoire familiale avec la grande Histoire

Devant la diversité des origines des élèves au sein de nombreuses classes, certains s'interrogent parfois sur la nécessité d'adapter les programmes d'Histoire, pour faire en sorte d'apprendre l'histoire des pays d'origine de chacun, ou bien une Histoire-monde, plutôt que l'Histoire de France, et celle de l'Europe.

Même s'il est intéressant que l'enseignement de l'Histoire propose des ouvertures sur le reste du monde, une approche trop parcellaire n'est pas souhaitable, au risque d'éclater encore davantage la communauté nationale et de renvoyer chacun systématiquement à son origine. L'enseignement de l'Histoire n'a pas vocation à devenir le réceptacle de tous les particularismes. Cette approche donnerait le sentiment qu'il y a une Histoire de France « réservée aux Gaulois », comme si cette Histoire n'était pas aussi celles des Français issus de l'immigration, qui sont Français à part entière et peuvent s'approprier l'Histoire nationale.

Mais cela ne signifie pas non plus qu'il faut nier la diversité des élèves et occulter leur parcours personnel pour construire le vivre-ensemble. La connaissance et la fierté de ses racines familiales est primordiale pour la construction de l'enfant. Bien souvent, les jeunes connaissent peu leur histoire familiale et lorsqu'ils sont issus de l'immigration, ils ne connaissent pas toujours les raisons qui ont poussé leur famille à venir en France.

L'exemple inspirant

Photo de classe est un projet de documentaire multimédia qui a été mis en place durant l'année scolaire 2012/2013, dans une classe de CE2 de l'école Gustave Rouanet, dans le 18^e arrondissement de Paris. La majorité des enfants étaient d'origine étrangère et tous avaient au moins un grand-parent né à l'étranger. Pendant toute l'année scolaire, l'institutrice, Madame Julie Noël, a fait travailler ses élèves sur leurs origines et l'histoire de leur famille. Cette expérience a fait l'objet d'un webdocumentaire, filmé par Estelle Fenech et Catherine Portaluppi. Ce projet multimédia est consultable sur le site www.photo-de-classe.org.

Concrètement, plusieurs ateliers pédagogiques ont permis aux élèves d'échanger et de faire des recherches sur leur pays d'origine, sur leur langue maternelle, sur les drapeaux, sur des photos ou des objets de famille, sur leur arbre généalogique...

Un moment majeur de ce projet a été l'interview vidéo des parents : les enfants ont interrogé leurs parents, dans la classe, sur leur histoire familiale, leur pays d'origine... La moitié des parents de la classe ont accepté de se prêter à l'exercice.

Cette démarche présente plusieurs intérêts : elle permet à l'enfant de développer des compétences en matière d'expressions écrite et orale, de faire preuve d'initiatives, d'esprit de recherche et de dialogue. Elle permet aussi d'associer les parents à ce qui se passe à l'école. Pour des familles qui se sentent souvent éloignées de cet univers scolaire, c'est un véritable atout. L'implication des parents est en effet une des clés du succès de leurs enfants.

La pédopsychiatre Marie Rose Moro, qui a suivi ce projet, témoigne sur le site internet : *« Faire enquêter les enfants sur les origines, leur histoire individuelle et leurs liens avec la grande histoire est un moyen de restaurer de la dignité, de la connaissance et de la reconnaissance. Cela permet aux enfants d'être fiers d'eux et crée un lien formidable dans l'école ».*

... Quelques idées à partager...

Pour les enseignants d'Histoire au collège

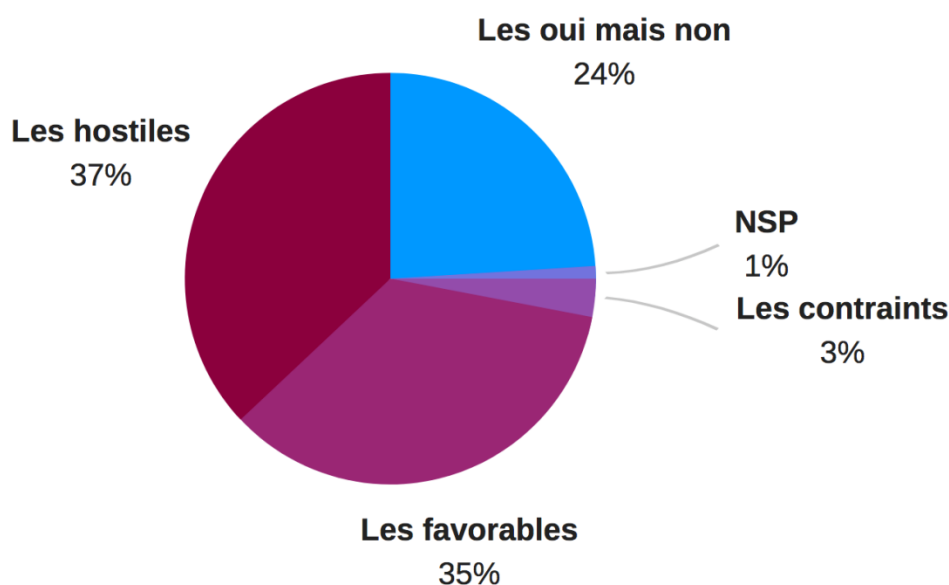
- **Dans le cadre de l'enseignement de l'Histoire au collège, inviter les élèves à faire des recherches sur leur histoire familiale et sur l'articulation de cette histoire avec l'Histoire de France.**

Développer l'enseignement de la laïcité et du fait religieux

C'est la méconnaissance de l'autre, de sa différence, qui nous enferme dans la peur ou le repli. La question est particulièrement sensible s'agissant des faits religieux, sujet souvent abordé dans les débats publics, mais avec une large ignorance et beaucoup de préjugés.

Selon les résultats d'une grande enquête **Vers le Haut - Enquête – Bayard Education⁵**, avec *OpinionWay*, réalisée juste après les attentats de novembre 2015 auprès des enseignants du primaire, une grande majorité d'entre eux estiment qu'ils n'ont ni la formation, ni les outils pour aborder ces sujets pourtant cruciaux.

Focus sur les différents profils d'enseignants par rapport à l'enseignement des faits religieux au primaire



LES « HOSTILES » : 37%

Opposés sur le principe de l'enseignement des faits religieux à l'école et ne le pratiquent pas.

⁵ *L'enseignement de la laïcité et des faits religieux à l'école*, enquête OpinionWay pour Vers Le Haut, Enquête et Bayard Education, Janvier 2016. Résultats disponibles en ligne : <http://www.verslehaut.org/blog/apres-les-attentats-3-maitres-d-ecole-sur-4-juvent-plus-utile-q>

LES « OUI MAIS NON » : 24%

Sont favorables au principe de l'enseignement des faits religieux mais ne le pratiquent pas dans leur classe. On retrouve plusieurs profils au sein de cette catégorie :

- Les « surchargés » : 5% (considèrent qu'ils n'ont pas le temps) ;
- Les « bloqués » : 19% (considèrent qu'ils n'ont pas les outils ou la formation nécessaires et craignent les réactions des familles, des enfants ou de la hiérarchie...) ;
- Les « craintifs » ne sont que 3%.

LES « CONTRAINTS » : 3%

Opposés sur le principe, mais le pratiquent parce que c'est dans les programmes, ou sous la pression de l'actualité, des questions des élèves...

LES FAVORABLES : 35%

Favorables au principe et le pratiquent dans leur classe. On peut distinguer dans cette catégorie :

- Les « historiens » : 4% (le font uniquement dans une perspective historique) ;
- Les « convaincus » : 31% (le font dans une perspective historique et aussi parce qu'ils considèrent que cela permet aux enfants de mieux comprendre le monde dans lequel ils grandissent, et que cela contribue au vivre-ensemble).

L'exemple inspirant

Dans une stricte neutralité vis-à-vis des religions et un grand respect des croyances, *Enquête* organise des ateliers pour les enfants, pendant le temps scolaire, extra ou périscolaire, dans les écoles ou les centres sociaux. L'association propose également des formations (notamment en e-learning) et des outils pour les enseignants, avec une triple approche :

- Découverte de la laïcité ;
- Découverte des faits religieux et des différentes options spirituelles (y compris l'athéisme) ;
- Déconstruction des stéréotypes et préjugés liés.

Pendant l'année scolaire 2014/2015, l'association a animé 299 séances, touchant 180 enfants pour les ateliers réguliers et 5 séances pour 221 enfants et jeunes pour les ateliers ponctuels. Ce dispositif mériterait d'être largement étendu.

Un des enjeux majeurs est de « dé-essentialiser » le fait religieux, qui ne suffit pas à résumer l'identité d'une personne. On n'a pas à choisir entre être Français et être musulman ; on peut être arabe et chrétien, israélien et musulman, changer de religion ou ne pas avoir de religion, avoir des amis, des parents ou des membres de notre famille de religions différentes... Il est important de montrer qu'en France, même si elle s'inscrit dans une dynamique communautaire, culturelle, historique, et qu'elle a une portée sociale et une dimension identitaire évidentes, la démarche religieuse passe toujours par un choix personnel.



... Quelques idées à partager...

Pour le ministère de l'Éducation nationale

- **Renforcer la formation initiale et continue des enseignants du primaire sur l'enseignement de la laïcité et des faits religieux à l'école.**
- Diffuser davantage les outils existants au sein des équipes éducatives (comme ceux proposés par l'association *Enquête*).

Pour les collectivités locales, les centres sociaux

- **Développer les ateliers type *Enquête* – sur l'enseignement de la laïcité et des faits religieux - dans les centres sociaux.**

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

AXE 3

VIVRE L'AMITIE AU-DELA DES DIFFERENCES



Au-delà de l'univers scolaire, il faut créer des occasions de dépasser les frontières sociales, géographiques, culturelles qui se dressent parfois à l'intérieur de la communauté nationale, rendant des citoyens français étrangers les uns pour les autres.

De nombreux acteurs de terrain sont engagés dans ce domaine. Il suffit parfois d'une rencontre pour faire tomber des *a priori* négatifs et créer des relations de fraternité qui consolident le tissu social beaucoup plus efficacement que des discours désincarnés sur les valeurs républicaines.

Sans avoir la prétention d'être exhaustifs, nous présentons cinq initiatives intéressantes qui concernent les jeunes et les familles, et qui gagnent à être connues et imitées.

- **Le parrainage entre salariés et jeunes de quartiers sensibles ;**
- **Le parrainage d'enfants et de jeunes par des adultes ou des couples ;**
- **Le partage entre familles et entre pères ;**
- **La valorisation du dialogue interreligieux / interconvictionnel, porté par des jeunes ;**
- **L'apprentissage de la gestion des conflits.**

Encourager le parrainage de jeunes de quartiers populaires par des salariés

Dans certains quartiers d'Ile-de-France, notamment dans la petite couronne, les sièges sociaux flambant neufs de grandes entreprises côtoient des quartiers populaires où le taux de chômage atteint des niveaux records. Entre ces deux mondes, très peu de contacts. D'une part, des cadres du secteur tertiaire qui sont parfois un peu inquiets de leurs voisins croisés à la sortie des bureaux. D'autre part, des jeunes qui connaissent peu ou pas du tout le monde de l'entreprise.

L'exemple inspirant

Rapprocher des mondes qui s'ignorent, c'est la vocation de l'association *Proximité*, créée en 2002 par Félix de Belloy, avocat, et Lyne Rossi, enseignante et chercheuse à l'EHESS (École des hautes Etudes en Sciences sociales). L'idée de départ était d'apporter du soutien scolaire à des collégiens à Saint-Denis (93), à la suite de remarques de mères de famille déplorant que les propositions s'arrêtent bien souvent après l'école primaire. Rapidement s'est imposée l'idée de créer des binômes plutôt que du soutien collectif : un parrain bénévole issu du monde du travail s'engage pour un an minimum à des rencontres régulières avec un jeune pour l'aider dans ses devoirs, dans son orientation ou dans son insertion professionnelle. L'enjeu est de créer une vraie relation de confiance entre le parrain et le filleul. Certains binômes durent ainsi depuis 6-7 ans.

Les filleuls sont des jeunes, entre 12 et 18 ans, qui connaissent le dispositif par le bouche-à-oreille, les municipalités, les établissements scolaires. Mais il y a aussi, de plus en plus, des filleuls plus âgés (jusqu'à 30 ans) envoyés notamment par Pôle emploi.

Les rencontres ont lieu dans l'une des antennes de l'association, ou bien, dans certains cas, directement dans les locaux de l'entreprise partenaire. C'est particulièrement vrai pour le parrainage des plus âgés, qui sont à la recherche d'un travail et qui ont besoin de méthodes d'accompagnement, de conseils... pour ne pas se décourager.

Depuis la création de l'association, *Proximité* a parrainé 2 500 jeunes, avec de très bons résultats sur le plan scolaire. Au-delà de la question scolaire, ces rencontres bouleversent les représentations, de part et d'autre.

D'autres associations de parrainage entre jeunes de zones sensibles et salariés d'entreprises existent : *l'Institut Télémaque, Article 1...*

Que des personnes d'un autre milieu social, d'un autre profil sociologique, viennent consacrer gratuitement du temps est une source de motivation très forte pour les « filleuls » ! En retour, pour les parrains qui s'engagent dans cette démarche, apprendre à connaître des jeunes qu'ils n'auraient sans doute jamais côtoyés autrement, découvrir leurs motivations, leurs projets, échanger sur leurs vies est une source de grande satisfaction et contribue à faire tomber les préjugés. Pourtant, la plupart des associations manquent encore de parrains...



... Quelques idées à partager...

Pour les salariés

- Et si vous vous engagiez comme parrain ?

Pour les responsables d'entreprise

- Et si vous vous engagiez pour faire avancer le parrainage (en le finançant, en faisant connaître ce dispositif à vos salariés, en développant des partenariats avec des associations de parrainage...)?

Pour les responsables d'antenne locale du Medef, de la CGPME, d'une chambre de commerce et d'industrie

- Et si vous diffusiez cette initiative auprès de vos adhérents, des entreprises, pour leur donner envie de s'engager à leur tour : en finançant ce dispositif, en faisant vous-mêmes connaître cette possibilité auprès de vos salariés, en vous lançant dans un partenariat de long terme... ?

Pour les responsables syndicaux, représentants du personnel...

- Et si vous diffusiez cette pratique auprès des salariés ?

Faire connaître le parrainage de proximité

Le parrainage de proximité est hélas peu développé car trop peu connu. En 2014, seuls 6% des Français en avaient entendu parler⁶. De quoi s'agit-il ? De l'accueil bénévole et régulier d'un enfant qui vit une situation difficile, par un adulte ou une famille qui s'engage à consacrer du temps au jeune pour l'aider à grandir et à s'épanouir. Cette proposition, née dans les années 1960, concernait presque exclusivement des jeunes confiés à l'Aide sociale à l'Enfance et suivis par les services sociaux. Progressivement, il s'est ouvert à des enfants qui vivent dans leur famille, mais qui ont besoin d'une ouverture sociale et culturelle, d'un soutien éducatif et affectif. C'est toujours une démarche volontaire, mise en place à la demande des parents, de l'enfant et, le cas échéant, d'un professionnel avec l'accord des parents.

Après des entretiens avec les associations de parrainage et un examen de leur dossier, tous les adultes peuvent devenir parrains, qu'ils soient célibataires ou en couple, avec ou sans enfants, quel que soit leur âge ou leur milieu social. Concrètement, le « filleul » vient passer du temps avec ses parrains — une demi-journée, un week-end, une partie des vacances... — pour partager des activités simples, faire des sorties, échanger, faire ses devoirs...

Pour les familles, le parrainage de proximité est un relais utile, qui offre des moments pour souffler... Cela peut parfois fonctionner comme un levier, en complément d'autres mesures éducatives, pour prévenir ou accompagner un placement. Pour les parrains, c'est l'occasion de développer une belle relation, en se rendant utiles et en contribuant au développement de nouveaux liens de solidarité dans la société.

C'est une action relativement simple, qui fonctionne sur l'engagement bénévole et qui est peu coûteuse en termes de dépenses publiques. Les associations de parrainage ont toutes besoin de volontaires : des filleuls potentiels sont en attente de parrains... [Et si vous vous engagez dans l'aventure ?](#)

⁶ Sondage *Harris Interactive*, août 2014, réalisé en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 Français âgés de plus de 15 ans

Vivre le partage entre familles et entre pères

Parmi les familles touchées par l'embrigadement de leurs enfants dans des spirales djihadistes, beaucoup sont marquées par des ruptures et par l'isolement social. Avoir des enfants et les éduquer est pour beaucoup de parents une source de joie. Mais c'est loin d'être une mission facile. Beaucoup de parents ont l'impression de devoir assumer tout seuls de très lourdes responsabilités, quels que soient leur milieu social ou leur situation familiale. Confrontés à une épreuve, ils se sentent facilement démunis. Reconnaître cette difficulté est parfois un tabou.

Aujourd'hui, la montée en puissance du soutien à la parentalité est encore trop timide. 1 parent sur 2 trouve qu'il n'y a pas assez de dispositifs pour l'accompagner dans ses responsabilités⁷. Dans certains territoires, rien n'est proposé aux parents et, globalement, le financement reste très faible.

Plus efficace encore que les dispositifs descendants où des experts viennent prêcher la bonne parole, le partage entre parents est un moyen puissant de rompre avec le sentiment d'isolement dont souffrent beaucoup de parents. Les actions de soutien à la parentalité les plus efficaces sont d'ailleurs celles qui misent sur le partage entre pairs : cafés des parents, groupes de parole, clubs des parents de la *Confédération Syndicale des Familles*, chantiers éducation des *Associations familiales catholiques*... Dans quelques écoles, des parents ont même mis en place un tutorat d'autres parents pour accompagner les familles qui ont des difficultés avec le français et les aider à suivre la scolarité de leurs enfants.

Hélas, beaucoup de dispositifs de soutien à la parentalité, notamment lorsqu'il s'agit de groupes de parole, n'arrivent pas à toucher les pères. Pourtant, « *différentes études ont montré l'effet positif du maintien de l'engagement du père après la séparation sur le développement social, cognitif et émotif de l'enfant ; inversement, l'absence du père peut avoir des effets néfastes sur ses relations interpersonnelles, son moral, sa confiance en soi.* »⁸

De nombreuses études – surtout dans le monde anglo-saxon – s'intéressent notamment à l'impact de l'absence du père dans l'éducation des enfants. La plupart concluent au bienfait de la présence des deux parents et au bénéfice de l'engagement paternel auprès de ses enfants. Il faut donc adapter l'offre pour impliquer davantage les pères, en passant davantage par le partage d'expériences.

⁷ *Etre parents aujourd'hui*, sondage BVA pour *Apprentis d'Auteuil*, avril 2017

⁸ *Maintien de l'engagement paternel après une rupture conjugale : point de vue de pères vivant en contexte de pauvreté*, F.-L. Allard, A. Bourret, G. Tremblay, M. Bergeron et I. Roy, in « *Enfance, famille et génération* », n° 3, CDRFQ, Québec, 2005

L'exemple inspirant

Un matin, quelques semaines après les attentats du Bataclan, à Amiens, plusieurs parents sont autour de la table pour un café. Le sujet du jour : la place des informations dans le foyer. Des parents reconnaissent que la télévision est souvent allumée, et que leurs enfants sont soumis à la brutalité du monde des adultes. Ces parents se réunissent dans la « Maison des familles », un dispositif inspiré d'une expérience québécoise qui se développe en France depuis 2009 sous l'impulsion d'*Apprentis d'Auteuil*, en lien avec des partenaires institutionnels (collectivités locales, caisses d'allocations familiales...) et d'autres acteurs associatifs, comme *ATD Quart Monde*, le *Secours catholique*, des associations locales.

Les « Maisons des familles » reconnaissent le rôle des parents comme premiers éducateurs de leurs enfants et ne cherchent pas à se substituer à eux. Entre le chauffeur routier en recherche d'emploi, la jeune mère immigrée, la bénévole... ce sont l'écoute et la bienveillance qui dominent. Les parents cherchent ensemble des solutions pour relever leurs défis familiaux. Ils peuvent trouver et apporter de l'accueil, des conseils, des partages d'expériences, des idées d'orientations, du soutien, des occasions de rencontres, mais ils ne sont pas « consommateurs » d'activités préparées clés en main par les professionnels.

Dans certains cas, lorsque le dialogue est difficile ou rompu, les équipes de la « Maison des familles » peuvent proposer de la médiation entre l'école et les parents. Parfois, la solidarité interfamiliale permet aussi de prendre en charge les enfants pour offrir quelques temps de répit aux parents qui en ont besoin.

Ce qui rassemble les familles, au-delà de leur diversité et de leurs difficultés propres, c'est le souci du bien de leurs enfants et ce souci transcende les différences sociales, culturelles...

L'exemple inspirant

Le *Service d'Accueil de Jour éducatif Janusz Korczak* a organisé cette année un premier séjour père-fils. Le but était de renforcer les liens entre des jeunes en difficulté et leur père qui avait du mal à se situer dans l'éducation de leur enfant.

On a observé de grandes réticences des pères avant le séjour, certains ne voyant pas l'intérêt de cette démarche et refusant de venir. Mais, à force de conviction, les pères sont venus. Ce séjour a été une véritable réussite, selon les éducateurs, et a permis de (re)nouer dans la durée des liens entre les pères et leurs fils. Les relations entre les différents pères ont également été très riches.

... Quelques idées à partager...

Pour le gouvernement, pour les CAF, pour les collectivités locales, pour des partenaires privés

- **Soutenir le financement de Maisons des Familles** pour ouvrir et faire fonctionner au moins un lieu dans chaque ville de plus de 100 000 habitants en France à l'horizon 2020, soit 40 maisons.

Pour les porteurs de projets de soutien à la parentalité (associations familiales, centres sociaux...)

- **Développer les actions de soutien à la parentalité en ciblant les pères**, en s'appuyant pour les attirer sur des expériences partagées (par exemple, une proposition sportive suivie d'un échange).

Favoriser le dialogue et la coexistence active des jeunes

« Apprendre à penser, à réfléchir, à être précis, à peser les termes de son discours, à échanger les concepts, à écouter l'autre, c'est être capable de dialoguer, c'est le seul moyen d'endiguer la violence effrayante qui monte autour de nous. La parole est le rempart contre la bestialité. Quand on ne sait pas, quand on ne peut pas s'exprimer, quand on ne manie que de vagues approximations, comme beaucoup de jeunes de nos jours, quand la parole n'est pas suffisante pour être entendue, pas assez élaborée parce que la pensée est confuse et embrouillée, il ne reste que les poings, les coups, la violence fruste, stupide, aveugle. » (Le Point, Janvier 2007).

« Pour que le dialogue entre les religions soit possible et fécond, quelques conditions sont nécessaires :

- Ne pas vouloir conformer l'autre à moi (...);
- Chercher à connaître l'autre. En effet, l'ignorance nourrit l'intolérance et la violence. Seule la connaissance de l'autre permet de dépasser la peur (...);
- S'enrichir de la différence (...);
- Aimer la personne de l'autre (...);
- Fonder le dialogue sur la vérité »⁹.

C'est pour répondre à ces exigences et objectifs qu'un mouvement interreligieux de jeunes s'est créé en 2009. *Diversité dans la foi, unité dans l'action*, c'est le leitmotiv de *Coexister*, qui réunit dans des groupes locaux plus de 2 000 adhérents, âgés de 15 à 35 ans, de tous horizons confessionnels.

Pour *Coexister*, la cohésion sociale se construit, non pas « *au-delà des différences* », mais « *grâce aux différences* ». L'association refuse de tomber dans le relativisme ou le syncrétisme, mais elle considère que l'identité et l'altérité sont en interaction. Cette approche permet de mieux connaître l'autre et de mieux se connaître soi-même.

L'association propose plusieurs types d'actions :

- **Le dialogue** à l'occasion de cafés, de visites de lieux de culte ou de repas partagés... ;
- **La solidarité**, pour agir ensemble au service du bien commun. Par exemple, à travers des opérations de mobilisation pour le don du sang ;

⁹ *Prévenir la radicalisation des jeunes*, Jean-Marie PETITCLERC, Salvator, 2017, p.90

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

- **La sensibilisation**, avec des interventions de jeunes de l'association dans les établissements scolaires, les universités, les entreprises ;
- **La formation**, afin d'offrir à tous les adhérents une connaissance du cadre de la laïcité, une compréhension générale des religions représentées en France, et une maîtrise d'outils pour développer le dialogue interculturel ;
- **La vie commune**, qui consiste à proposer aux jeunes des expériences de vie avec des jeunes de confessions différentes, et notamment un voyage autour du monde à la rencontre des initiatives qui favorisent le dialogue entre les religions.

Coexister est également à l'initiative de plusieurs actions, comme le collectif *Nous sommes Unis*, en réaction aux attentats de janvier 2015, afin d'affirmer l'unité de la communauté nationale, dans toute sa diversité, après les attaques terroristes.

L'exemple inspirant

En lien avec l'*Observatoire de la Laïcité*, et en s'inspirant d'une expérience berlinoise, *Coexister* propose notamment aux communes de développer *La Nuit des Religions*. Il s'agit d'ouvrir simultanément les lieux de culte qui le souhaitent pour des temps de visite, de rencontres, d'échanges avec les membres des différentes communautés religieuses de la ville.

... Quelques idées à partager...

Pour les jeunes entre 15 et 35 ans

- Participer aux actions de *Coexister*

Pour un responsable religieux ou un élu local

- Pourquoi ne pas essayer de lancer dans votre ville *La Nuit des religions* en lien avec les autres communautés religieuses de votre ville et/ou les élus ?

Apprendre à gérer les conflits

Nous ne sommes pas de « *doux rêveurs* » croyant à l'avènement d'une société de *Bisounours*, entièrement pacifiée, sans aucun conflit, ni aucune tension. Une société sans confrontation, c'est une société sans vie. C'est le rêve des Etats totalitaires de supprimer toutes les sources d'oppositions, de contradictions en leur sein. Il ne faudrait pas que la recherche de cohésion et de lien social se traduise par la négation des différences et par la lutte forcenée contre les aspirations individuelles. L'enjeu n'est pas de remplacer un individualisme démesuré par un holisme sans bornes, négateur du primat de la personne.

Notre démarche ne repose pas sur un angélisme qui ferait abstraction de la nature humaine, des tentations de violences et des tensions inhérentes à toute société humaine. Il faut retenir la leçon des *Pensées* de Blaise Pascal : « *L'homme n'est ni ange, ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête.* ».

L'éducation ne consiste pas à bannir l'idée même d'oppositions, de désaccords, de conflits... Elle ne consiste pas à nier les élans de violence qui peuvent habiter chacun d'entre nous, dès le plus jeune âge.

Eduquer, c'est apprendre à canaliser ses élans intérieurs pour les orienter positivement. C'est savoir prendre du recul face aux pulsions immédiates. C'est prendre le temps d'écouter et de comprendre l'autre. C'est être capable, en cas de désaccords, de construire des confrontations sans tomber dans la diabolisation et le rejet de l'autre. « *S'opposer sans se massacrer* »¹⁰. C'est respecter ceux qui sont différents, ceux qui ne pensent pas comme nous, pour entrer dans le dialogue et la recherche partagée du bien commun.

La violence scolaire n'est pas un phénomène rare, mais elle touche particulièrement certains établissements difficiles. Jean-Marie Petitclerc, éducateur de terrain depuis de nombreuses années, plaide pour l'introduction de la médiation sociale à l'école. Il y consacre d'ailleurs un ouvrage, *Promouvoir la médiation sociale* (Salvator, 2011).

¹⁰ *Essai sur le don*, Marcel MAUSS, PUF, 2012 (Quadrige)

L'exemple inspirant

Parmi les sanctions en cas de violence, l'exclusion est un dernier recours. Pour prévenir la violence et les exclusions, la médiation a été développée au sein des établissements *d'Apprentis d'Auteuil*, en cas de comportements particulièrement inadaptés des élèves. En prenant de l'ampleur, la médiation s'est affirmée comme un outil de transformation des pratiques professionnelles et comme un moyen de faire grandir les compétences psychosociales des jeunes.

Lorsqu'un jeune a un problème avec un autre jeune, ou bien avec un adulte, la situation peut faire l'objet d'un recadrage ou d'une sanction. Mais cela n'est pas toujours efficace. Que faire en cas de répétition ?

Concrètement, un jeune peut demander le recours à la médiation. Cette démarche est alors proposée à l'autre partie prenante du conflit. En cas d'accord des deux parties sur le principe, une rencontre de médiation est alors organisée avec un adulte médiateur - qui a la responsabilité de la médiation - et un jeune co-médiateur.

La rencontre dure une demi-heure/trois quarts d'heure maximum, dans un cadre aussi convivial et confortable que possible. Les médiateurs doivent faire preuve de bienveillance et d'écoute. La rencontre de médiation n'est pas l'occasion de juger, de donner des leçons ou d'apporter des conseils ; elle doit permettre d'éclairer les personnes sur ce qui a fait naître la tension, en les invitant à trouver elles-mêmes la solution.

La médiation ne résout pas tout. Les conflits de valeurs sont par exemple difficilement abordables dans ce cadre. On peut tout à fait conclure une médiation par un constat de désaccord entre les parties. De façon générale, il faut accepter que la résolution du conflit prenne plus de temps ; il arrive ainsi que des conflits se règlent, non pas pendant la rencontre de médiation, mais plus tard.

D'autres établissements scolaires ont aussi développé la médiation, pour certains sans intervention systématique des adultes, des jeunes élèves jouant directement le rôle de médiateurs.

... Quelques idées à partager...

Pour les équipes éducatives

- Développer la médiation en milieu scolaire, en impliquant des jeunes, comme médiateurs ou co-médiateurs, avec des adultes.

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

AXE 4

SERVIR ENSEMBLE, LA PEDAGOGIE DU CONTRE-PIED



La meilleure façon de créer du commun et de répondre aux aspirations de la jeunesse, c'est de servir ensemble. Notamment pour les jeunes en difficulté. Notamment pour les jeunes qui semblent en décrochage. On appelle cela la « *pédagogie du contre-pied* ».

A celui qui est en difficulté, on va demander un service. Par le service, par la confiance qu'on lui fait, il se rend compte qu'il est utile aux autres, qu'on a besoin de lui, que sa vie a un sens dès lors qu'elle est ouverte sur les autres. L'éducation est souvent un lieu de sélection par l'échec, de compétition des uns contre les autres. Et si nous mettions les jeunes générations en situation de collaborer et de servir ensemble ?

Nous présentons ici trois pistes – non exhaustives - à approfondir pour renforcer l'engagement des jeunes, en faveur du lien social.

- **Un service national universel sous une forme de parcours citoyen avec une promotion de l'engagement dès l'école ;**
- **Le scoutisme en quartiers ;**
- **Les actions de solidarité internationale.**

Vers un service national universel

La décision de Jacques Chirac de mettre fin au service militaire s'est faite en prenant en considération deux paramètres : d'une part, la question stratégique – avec la nécessité d'une professionnalisation de notre Défense ; d'autre part, la question budgétaire - avec la perspective d'économies notables.

La dimension éducatrice et socialisatrice de la « conscription » avait été reléguée au second plan. Ce fut une erreur de l'oublier, quand bien même on pouvait - à juste titre - la trouver insatisfaisante.

Aujourd'hui, la société française est fragilisée par des tendances centrifuges, qu'elles soient la conséquence d'un individualisme exacerbé ou de tensions communautaristes et identitaires. De nombreux jeunes partent à l'étranger (parmi les 197 000 personnes nées en France qui ont quitté le pays en 2013, 8 sur 10 ont moins de 29 ans¹¹), d'autres restent, tout en étant tentés de « faire sécession »... Sans oublier, hélas, ceux qui prennent les armes contre la France. On voit que le décrochage d'une partie de la jeunesse française est devenu une menace pour la sécurité intérieure.

Dans le même temps, des élans de générosité s'expriment dans notre société et la jeunesse montre qu'elle est capable de s'engager pour les autres : on l'a vu par exemple avec l'augmentation des candidatures dans l'armée ou la police à la suite des attentats, ou bien avec la montée en puissance du service civique ces dernières années.

Alors que des menaces extérieures et intérieures peuvent aggraver les divisions dans les années à venir, il est vital de renforcer durablement la cohésion de notre nation. Conscient de cette urgence, Emmanuel Macron a proposé pendant la campagne présidentielle de lancer un service national universel. Dans l'optique du Président, cette étape est aussi un moyen de repérer les jeunes qui ont des besoins éducatifs particulièrement importants pour y remédier, en proposant des dispositifs adaptés.

C'est une proposition ambitieuse et courageuse qui va à rebours de décennies pendant lesquelles la logique de l'extension des droits individuels l'a emporté sur la logique des devoirs à l'égard de la société. Il s'agit aujourd'hui de trouver un équilibre plus juste. Pour reprendre la fameuse phrase de Kennedy, on a passé plus de temps à se demander ce que notre pays pouvait faire pour nous que de nous demander ce que nous pouvions faire pour notre pays. L'écho favorable que cette proposition a suscité dans l'opinion publique est un bon signe.

¹¹ *L'analyse des flux migratoires entre 2006 et 2013*, étude de l'INSEE, octobre 2015

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

Le service national n'est pas un gadget, ce n'est pas juste une expérience ponctuelle. Cela doit devenir une composante d'un parcours qui concerne tous les citoyens français (pas seulement les jeunes), tout au long de leur vie.

Face aux risques de ghettoïsation, il est vital de renforcer le partage d'une culture commune (la langue, l'histoire, l'histoire de l'art, les pratiques culturelles...). Il faut aussi renforcer les occasions de « servir ensemble ». C'est tout l'enjeu de ce parcours de l'engagement que Vers Le Haut appelle de ses vœux.

Cinq grandes étapes peuvent être mises en exergue dans ce parcours, tout au long de la vie.

#1 : Construire l'école de l'engagement

L'engagement ne s'apprend pas à 18 ans, sur la base d'une expérience d'un mois. C'est un apprentissage progressif. En développant cette logique, on permet d'ailleurs de valoriser tous les jeunes, pas seulement ceux qui réussissent à l'école.

La pédagogie du contre-pied (la capacité à faire confiance et à responsabiliser les jeunes les plus en difficulté, pour leur donner davantage confiance en eux) manque cruellement au système éducatif français.

Chaque établissement – au niveau du collège et du lycée - doit être appelé à réfléchir sur le développement de l'engagement des élèves (avec une prise en compte de l'engagement dans l'évaluation des jeunes). Les élèves et les familles doivent être associés à cette démarche. Cela pourrait s'inscrire dans leur projet pédagogique (avec des marges d'autonomie poussées).

L'exemple inspirant

Certains établissements développent des options permettant aux jeunes de vivre cet engagement. C'est le cas du collège Arthur-Rimbaud de Saint-Astier qui propose depuis la rentrée 2017 aux élèves une « classe Défense et Sécurité globale », en partenariat avec le *Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG)*.

Les élèves bénéficient de cinq jours de formation avec des visites, des actions de sensibilisation, des activités sportives et de découverte des métiers de la gendarmerie, la participation à des cérémonies républicaines et à des actions solidaires et citoyennes.

Plusieurs établissements développent également des options « jeunes pompiers volontaires ».

... Quelques idées à partager...

- Renforcement des dispositifs de **pompiers volontaires** ou les options « **Défense et Sécurité globale** » dans les établissements scolaires ;
- Mise en place de **tutorat entre les élèves les plus âgés et les plus jeunes** et de liens entre les classes de niveaux différents... ;
- **Participation à des services** en lien avec les collectivités et les associations locales ;
- **Lien entre des écoles et des EHPAD** (spectacle de fin d'année, cours de cuisine...);
- **Soutien scolaire entre établissements privilégiés des centres-villes et ceux des quartiers populaires.**

#2 : Développer un sas commun entre 16 et 25 ans – le service national

Même si c'est matériellement compliqué, il paraît important de faire vivre à chaque jeune Français, entre 16 et 25 ans, « un temps court de rupture », une expérience de brassage social et culturel qui le sort de son cadre de vie habituel et permet éventuellement de l'orienter vers des formes de service plus long ou, selon les besoins, vers des dispositifs permettant de remédier à ses difficultés sociales ou éducatives.

Il s'agirait d'une refonte complète et d'un allongement de la journée Défense et Citoyenneté.

L'idéal serait de proposer ce sas commun dès 16 ans. Il pourrait se dérouler sans rémunération. La question reste celle de l'hébergement...

Il faut proposer une montée en puissance progressive de ce dispositif en commençant par cibler :

- Les jeunes qui passent déjà dans des dispositifs existants (service civique, service militaire volontaire...);
- Les jeunes futures « élites » (étudiants en master, étudiants en grande école...).



... Quelques idées à partager...

- **Développer un sas commun « de rupture avec des temps consacrés à de l'information, du dépistage, de l'aide à l'orientation... et des temps de service ou d'efforts** (variables selon les régions et les encadrants) : comme une période de marche, encadrée par des adultes volontaires, avec un service rendu à la collectivité (débroussaillage, rénovation du patrimoine, accueil de migrants et sans domicile fixe, soutien aux missions des établissements scolaires, renfort pour des missions de sécurité...).

#3 : Conserver et développer des dispositifs labellisés « service national universel », notamment le Service civique

Plusieurs dispositifs existent et font leurs preuves : Service Militaire Adapté (en Outre-Mer) ou Service Militaire Volontaire (en métropole), EPIDE (Etablissements Pour l'Insertion dans l'Emploi, ex-Etablissements Publics d'Insertion de la Défense), Ecole de la Deuxième Chance... et surtout le Service civique qui est en plein essor. Il serait dommage que ces dispositifs soient pénalisés par la démarche insufflée par le Président de la République. Au contraire, il s'agit de les développer.

En revanche, il faut s'assurer qu'ils remplissent bien leur mission, et éventuellement muscler certains pans de la formation (pour éviter qu'ils ne soient détournés de leur finalité, en permettant par exemple de recruter de la main d'œuvre « *bon marché* »).

... Quelques idées à partager...

Pour une généralisation du Service civique

- Pas de format court (en deçà de 6 mois, le rapport coût/utilité n'est pas intéressant) ;
- Clarifier la spécificité du Service civique par rapport à d'autres dispositifs (contrats aidés...), en insistant sur 3 caractéristiques :
 - Des missions en équipe, avec des jeunes d'origines sociales et de niveaux de formation différents ;
 - Des missions de terrain, en lien avec les bénéficiaires (pas seulement de l'administratif...);
 - Un véritable accompagnement (tutorat, formation) au moins 2 jours/mois.
- Des ajustements sur le volet budgétaire ;
- Supprimer l'obligation, pour les structures d'accueil, de verser un complément d'indemnité mensuelle, en contrepartie d'un investissement plus fort dans le tutorat ;
- Mettre en place une modulation du montant de l'indemnité en fonction de la durée hebdomadaire (aujourd'hui, le montant est le même pour une mission de 24 ou 30h/semaine).

Pour garantir la mixité sociale du dispositif

- Prise en charge plus importante de frais de tutorat par l'Etat, pour les jeunes dont le niveau d'études est inférieur au bac (aujourd'hui, frais limités à 100 euros par mois) ;
- Pour garantir la mixité, imposer l'accueil de jeunes parmi les moins qualifiés à toutes les structures publiques et à celles qui reçoivent des subventions publiques ;
- Si on va vers une obligation, commencer par rendre le dispositif obligatoire pour certains cursus d'élite (ENA, grandes écoles, troisième cycles universitaires...);
- Développement de modules de formation « clés en main » pour les structures d'accueil, afin de mieux accompagner les volontaires.

Mieux faire connaître le Service civique aux jeunes

- Pendant la scolarité ;
- Pendant le « sas commun » - voir plus haut ;
- Prévoir une tenue ou un signe distinctif pour tous les volontaires en Service civique ;
- Créer la carte « Jeune volontaire », ouvrant les mêmes droits que la carte étudiante.

#4 : Améliorer l'usage de la réserve citoyenne

L'enjeu serait de donner plus de visibilité, de développer les différentes réserves existantes et de s'appuyer sur les nouvelles technologies pour mieux faire correspondre les besoins des pouvoirs publics et les compétences des citoyens. Par exemple, à travers une plateforme/application de mise en relation. L'engouement autour de la réserve citoyenne montre qu'il y a du potentiel, mais l'Etat a été jusqu'à présent incapable de proposer des missions adaptées.

Une des missions principales de cette réserve serait de fournir l'encadrement du « sas commun » ou de faciliter l'organisation des sorties scolaires, comme évoqué dans l'axe 2 (*Sortir de l'ignorance et partager une culture commune*).

#5 : Mobiliser les retraités

Beaucoup de jeunes peuvent avoir le sentiment d'appartenir à une génération sacrifiée, qui connaît le chômage, les difficultés de logement... Et nombre de jeunes souffrent souvent du regard porté sur eux par les plus âgés (jeunes « bons à rien », etc...).

Inversement, certains adultes « culpabilisent » de l'état dans lequel ils laissent le pays aux générations futures (dette financière et écologique...). Beaucoup de retraités souffrent également de solitude et d'isolement, sans savoir comment se rendre utiles.

Un mouvement pourrait être lancé sur la valorisation de l'engagement des retraités (ils sont déjà la colonne vertébrale de nombreux mouvements associatifs) et une plus grande mobilisation de cette immense ressource. Les besoins des associations en matière de bénévolat sont loin d'être couverts. Une plus forte mobilisation des caisses de retraite, des collectivités locales... pourrait inciter les retraités à l'engagement.

Proposer l'éducation populaire à tout le monde, l'exemple du scoutisme en quartiers

Le scoutisme est un mouvement qui allie l'éducation du jeune par le jeune et le sens du service. Dès l'origine, c'est un mouvement qui s'adresse à des jeunes de tous milieux sociaux. Lors du premier camp scout expérimental, en 1907, Robert Baden-Powell réunit des fils de ses amis (issus de milieu aisé) et des jeunes de quartiers populaires. Cette mixité sociale est au cœur du projet pédagogique porté par le fondateur du scoutisme : « Notre désir est d'aider les enfants et les jeunes, surtout les plus pauvres, à avoir une chance égale aux autres de devenir des citoyens dignes, heureux et réussissant dans la vie, inspirés par un idéal de service du prochain qui, dans le passé, leur a trop souvent été refusé. »¹²

Pourtant, en France, le scoutisme a parfois du mal à rester fidèle à cet héritage. Historiquement davantage implanté dans les centres-villes que dans les zones rurales et dans les quartiers périurbains, il recrute plus facilement des enfants issus de classes moyennes ou moyennes supérieures que des enfants de quartiers populaires.

Conscients de cet écart, et en s'appuyant notamment sur les résultats d'une étude sociologique de 2006 portant sur leurs effectifs, les *Scouts et Guides de France* ont lancé une démarche volontariste pour offrir la proposition scout à des familles de toutes conditions sociales. Cette démarche comporte deux aspects. D'une part, la réflexion dans chaque groupe local existant sur la composition des unités ; d'autre part, l'ouverture de nouveaux groupes dans les quartiers où le scoutisme est absent. À ce jour, une trentaine de groupes sont engagés dans cette dynamique. Cet effort d'ouverture se concrétise par la modulation des cotisations en fonction des revenus et de la composition familiale et des efforts de redistribution financière entre groupes et territoires.

Comme souvent dans la pédagogie scout, c'est par le biais du jeu que les *Scouts et Guides de France* essayent de toucher de nouveaux jeunes, en proposant des activités de proximité. Il s'agit d'organiser des activités de rue ludiques qui font participer des jeunes implantés dans les quartiers populaires. Ces jeux s'adressent principalement aux enfants de 6 à 8 ans. Ces activités sont organisées en partenariat avec des associations locales qui connaissent les quartiers et les besoins exprimés par les habitants.

¹² *Scouting and Youth Movements*, Robert Baden-Powell, Ernest Benn Limited, 1929

Les jeunes face à la tentation de la radicalisation : que faire ?

La question confessionnelle est aussi prise en compte dans la démarche d'ouverture aux quartiers populaires. Les *Scouts et Guides de France* sont un mouvement catholique, ouvert à tous, qui accueille des jeunes de toutes confessions. Dans plusieurs groupes, la part d'enfants d'autres confessions que le catholicisme ou sans confession est importante, voire majoritaire.

L'exemple inspirant

Les *Scouts Musulmans de France* existent depuis plus de 25 ans. L'association a été créée durant la guerre du Golfe, avec la volonté de porter un message de paix et de fraternité dans la société. Les *SMF* sont reconnus Association nationale d'Éducation populaire par le ministère de la Jeunesse et des Sport depuis 1992. Ils sont membres de la *Fédération du Scoutisme français*.

Selon un fonctionnement mixte, les jeunes sont répartis en quatre branches distinctes :

- Les Voyageurs et les Voyageuses, enfants entre 8 et 11 ans ;
- Les Éclaireurs et les Éclaireuses, jeunes de 11 à 14 ans ;
- Les Pionniers et les Pionnières, jeunes de 14 à 17 ans ;
- Les Compagnons et les Compagnonnes, jeunes adultes de 17 à 21 ans.

... Quelques idées à partager...

Pour les jeunes professionnels et étudiants

- Si vous vous lanciez dans la création d'un groupe scout dans les quartiers populaires ?

Pour les associations et acteurs proposant des activités aux jeunes, pour les mouvements d'éducation populaire

- Développer la modulation des cotisations en fonction des revenus et des compositions familiales pour les activités extrascolaires.
- Déployer dans les quartiers populaires des activités principalement implantées en centre-ville, en lien avec des acteurs locaux, pour s'ouvrir à de nouveaux publics.

Ouvrir des actions de solidarité internationale

#1 : Le soutien des collectivités locales aux projets portés par les jeunes

De nombreuses collectivités locales (départements et régions) ont mis en place des « bourses » pour financer des projets de solidarité internationale portés par des jeunes. Au-delà des soutiens financiers, un accompagnement au montage du projet est parfois proposé.

Ces dispositifs, bien qu'intéressants, sont souvent mal connus, notamment des jeunes en difficulté. Ils peuvent parfois ne bénéficier qu'à un public « d'initiés ».

#2 : Développer des actions de solidarité internationale

L'exemple inspirant

Au sein d'*Apprentis d'Auteuil*, les Actions Educatives de Solidarité Internationale (AESI), permettent à des jeunes confrontés à des difficultés d'apprentissage et relationnelles de partir à l'étranger (Afrique de l'Ouest, Madagascar, Maghreb, Amérique du Sud...) pour participer à des projets concrets au service des populations locales, en lien avec des jeunes du pays d'accueil. Ils participent, par exemple, à des travaux de réfection ou d'aménagements de bâtiments, de constructions d'écoles... Alors qu'ils sont souvent préoccupés par la résolution de leurs propres difficultés, les jeunes se trouvent appelés à mener des actions solidaires, tout en mettant en valeur leurs qualités et leurs compétences.

Ces actions à l'international offrent une ouverture interculturelle très forte, et permettent à des jeunes de reprendre confiance en eux... Les équipes éducatives insistent sur l'importance de prendre un temps de relecture avec les jeunes, quelques temps après le retour en France, pour les inviter à faire mémoire des moments importants, des apports de l'expérience, et pour les inviter à en tirer le meilleur dans leur vie quotidienne.



... Quelques idées à partager...

Pour les collectivités locales qui financent ces dispositifs

- Dans les appels à projets, **mettre l'accent – parmi les critères de sélection – sur la diversité des profils des membres des équipes qui demandent des financements** (niveau de formation, origine sociale...).
- **Demander aux porteurs de projets, de prévoir des restitutions dans des établissements, centres sociaux...** touchant des publics de jeunes en difficulté, en leur demandant de présenter aussi les dispositifs de financement existants, et éventuellement en leur demandant de faire du transfert de compétences, pour susciter des vocations.

Pour les mécènes et les financeurs

- **Développer les financements d'actions éducatives de solidarité internationale.**

Pour les équipes éducatives qui développent des actions de ce type

- **Accompagner le retour en France** des jeunes qui ont participé à l'aventure, afin de prévenir les risques de « malaise » ou de développement d'effets contraires à celui souhaité. A l'inverse d'une prise de conscience salutaire sur nos modes de vie occidentaux, certains jeunes ont tendance à rejeter en bloc la société dans laquelle ils vivent en préférant s'en exclure.

Conclusion

La question de la « radicalisation » ne doit pas être prise isolément. Elle est l'un des symptômes les plus visibles et les plus choquants de « l'étrange défaite éducative » qui fragilise notre pays et laisse au bord du chemin une part croissante de la jeunesse française.

Pour faire face à cette crise éducative profonde et relever les immenses défis éducatifs, la réponse ne dépend pas seulement de l'école ou des familles. Elle ne dépend pas non plus de quelques mesures ponctuelles.

Seule la mobilisation de l'ensemble du corps social en faveur de l'éducation peut nous permettre de relever ces défis.

Nous avons oublié que l'éducation est l'essence d'une société, sa raison d'être et ce qui la fait avancer. Nous payons cet oubli au prix fort.

Il est temps de reconstruire ensemble une « société éducatrice ». C'est un projet enthousiasmant qui peut mobiliser largement les Français dans un élan renouvelé, où chacun trouvera sa place et pourra développer ses talents.



18, rue Barbès
92128 Montrouge Cedex

Tél. +33 (0)1.74.31.62.60
contact@verslehaut.org

www.verslehaut.org